



RAPPORT ANNUEL

GARDA2003



QUI SOMMES-NOUS ?

Une présence accrue dans un secteur en plein essor Garda du Canada s'est donnée comme mission d'étendre l'horizon du domaine de la sécurité. > Garda est reconnue pour son approche de guichet unique alliant techniques traditionnelles et systèmes à la fine pointe de la technologie, ce qui lui permet d'offrir des solutions entièrement intégrées en matière de sécurité. L'entreprise regroupe au-delà de 4000 employés spécialisés desservant la clientèle d'un océan à l'autre du pays. > Garda s'est taillée une solide réputation à titre de fournisseur pour des entreprises de la nouvelle économie au Canada. Elle occupe une position de chef de file en matière de sécurité et de protection auprès d'entreprises de haute technologie et de divers autres domaines, y compris l'immobilier et le secteur industriel, partout au pays. Chaque jour, elle inscrit à sa liste de clients le nom d'entreprises parmi les plus en vue au Canada. > Reconnue pour sa capacité de traiter des dossiers d'une grande complexité, Garda est en mesure de jouer un rôle actif sur le plan de la consolidation du marché canadien de la sécurité. Grâce à une série d'acquisitions stratégiques, Garda a enregistré une importante croissance de ses ventes qui sont passées de 626 000 \$ en 1995 à plus de 85 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003. Plusieurs magazines de renom, dont le magazine Profit, spécialisés dans le domaine des affaires, reconnaissent Garda comme faisant partie des entreprises ayant enregistré la plus forte croissance au Canada. > Le secteur de la sécurité offre un fort potentiel de croissance. Surnommé « The Silent Giant » sur Wall Street, ce secteur a vu son chiffre d'affaires atteindre les 100 milliards de dollars aux États-Unis en 2001. Au Canada, la croissance est également très forte, une estimation prudente faisant état de ventes de l'ordre des 4 milliards de dollars. Compte tenu de sa solide présence sur le marché et de son approche de guichet unique, Garda du Canada se trouve en bonne position pour bénéficier pleinement des possibilités offertes par cette croissance.



TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CHOISIS 01

MESSAGE À NOS ACTIONNAIRES 02

ANALYSE PAR LA DIRECTION
DE LA SITUATION FINANCIÈRE 04

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS 06

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOTES 07

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX 20

Exercices terminés les 31 janvier

2003

2002

2001

	\$	\$	\$
Ventes	85 223	73 055	59 932
BAIIA ⁽¹⁾	3 433	3 101	2 841
Bénéfice net (perte)	972	(562)	488
Marge brute d'autofinancement	2 515	1 561	2 165
Bénéfice net (perte) de base par action	0,04	(0,03)	0,06
BAIIA de base par action	0,16	0,16	0,19
Marge brute d'autofinancement de base par action	0,12	0,08	0,15
Total de l'actif	21 970	21 439	20 947
Capitaux propres	6 465	5 144	3 736
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation (en milliers)	21 644	18 847	14 700

(1) Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et éléments inhabituels

VENTES

(en milliers de dollars)

03		85 223
02		73 055

BAIIA PAR ACTION

(dilué, en dollars)

03		0,15
02		0,15

NOMBRE D'EMPLOYÉS

03		4 455
02		4 016

BAIIA

(en milliers de dollars)

03		3 433
02		3 101

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

(en pourcentage des ventes)

03		6,0 %
02		6,2 %

RATIO DE DETTE À L'AVOIR

03		1,09:1
02		1,46:1



Cet exercice s'inscrit comme le prolongement de la démarche entreprise il y a quelques années pour faire de Garda un leader de la sécurité au pays. Il est maintenant temps de mieux répartir les revenus de nos principaux services. Cela aura un impact immédiat sur la rentabilité de notre société.

NOTRE GUICHET UNIQUE

Dans un environnement extrêmement compétitif, Garda a poursuivi sa croissance dans le but de continuellement améliorer sa position de chef de file dans le domaine de la sécurité.

Agents de sûreté

Aucune autre entreprise de sécurité au pays ne possède une liste de clients aussi recherchée. Composée des entreprises Fortune 500 présentes au Canada ainsi que des principaux gestionnaires immobiliers au pays, notre clientèle affiche une croissance soutenue, une preuve de la qualité de nos services et de notre excellente réputation. Notre défi : poursuivre le développement hors Québec en offrant une véritable solution nationale.

Enquêtes et services spécialisés

Le domaine des relations de travail ayant été des plus agités, notre clientèle a su bénéficier de notre solide expertise dans le secteur des enquêtes et services spécialisés. Ce secteur contribue positivement aux résultats et ne fait que débiter sa phase de croissance.

Sécurité électronique

Les services d'installations d'équipements électroniques, tels les cartes d'accès et caméras, ont connu des hauts et des bas. Il s'agit d'un secteur où nous possédons un excellent savoir-faire mais pour lequel nous sommes moins connus. Le secteur devrait afficher une bonne progression cette année avec le lancement de plusieurs lignes de produits spécialisés.

Transport de valeurs

Pour compléter notre offre de service selon le principe de guichet unique, nous avons lancé à l'été 2002 une toute nouvelle division, le transport de valeurs. Ce secteur d'activité fait partie intégrante de la stratégie de croissance de Garda depuis l'achat proposé des actifs de Sécur. Avec des revenus de plus de 50 millions de dollars, Sécur détient près de 70 % des parts de marché au Québec. Cette acquisition de premier choix procurera des synergies importantes et positionne immédiatement Garda parmi les trois plus importants acteurs dans le domaine du transport de valeurs au pays.

1973

Début des activités
– Le Groupe de Sécurité
Garda inc.

1995

Début des activités
– Sécurité
Trans-Québec inc.

1998

Juin
Stéphan Crétier reçoit
le Prix Arista-Sun Life
Entrepreneur de l'année

1999

Février
Trans-Québec acquiert
Groupe Admari
Août
Trans-Québec devient une
société ouverte et change
sa raison sociale pour
Corporation de Sécurité
Trans-Canada World

Septembre
Trans-Canada procède
à l'acquisition des
sociétés La Sentinelle
et Gardien Vigilant

Novembre
Trans-Canada émet des
débentures convertibles
à CDP Capital et conclut
un placement privé
avec Sipar

Décembre
Trans-Canada se porte
acquéreur de Groupe
de Sécurité Garda inc.
et devient Corporation
de Sécurité Garda World

**Il est maintenant temps de mieux répartir
les revenus de nos principaux services.
Cela aura un impact immédiat sur la rentabilité
de notre société.**

PERSPECTIVES

Comme vous pouvez le constater, Garda prend les mesures nécessaires au déploiement de sa présence dans chaque secteur d'activité et ce, d'un océan à l'autre. Soulignons à cet effet l'ouverture cette année de nos bureaux de Calgary et de Vancouver ainsi que l'acquisition proposée de Sécur. Forte d'une série d'acquisitions stratégiques ainsi que d'une croissance organique phénoménale, Garda entend poursuivre sa stratégie en consacrant une bonne partie de ses efforts au développement de synergies au sein du groupe.

La combinaison du savoir-faire de Garda et de Sécur ainsi que les compétences propres à chaque organisation contribueront à grandement accroître le dynamisme de l'entreprise, ce qui constituera certainement un avantage concurrentiel majeur lorsqu'il s'agira d'offrir une gamme de services correspondant précisément aux besoins des clients.

Nous recherchons également à obtenir un rendement supérieur pour le bénéfice de nos actionnaires. En atteignant un meilleur équilibre en ce qui concerne la répartition des revenus par secteur d'activité, nous franchirons une étape importante qui améliorera grandement notre rentabilité.

Les réalisations de Garda dans tout le Canada n'auraient été possibles sans la contribution de notre direction et de nos 4500 employés. Je tiens à les remercier pour leurs efforts soutenus et la qualité de leur travail. Je me permets également de souligner le professionnalisme et la générosité des membres du conseil d'administration durant cette dernière année. En plus d'avoir participé activement à la mise en place des nouvelles normes de régie interne et de gouvernance, ils ont joué un rôle clé quant à l'élaboration du plan stratégique de Garda.

Les activités de la dernière année et celles entreprises au cours des dernières semaines nous placent en meilleure position que jamais pour jouer un rôle influent dans le domaine de la sécurité au pays.

Le président du conseil et chef de la direction,

(signé)

Stéphan D. Crétier, MBA

2000

Février
Garda World finalise l'acquisition de Lister & Stop
Mai
Garda World acquiert GTES

Octobre
Garda World se porte acquéreur de Riscon Services
Novembre
Garda World acquiert Soft Management

2001

Janvier
Garda World remporte le Prix Argent (catégorie Services) à titre de créateurs d'emplois au Québec

Juin
Garda World remporte le Prix Profit 100 pour la croissance (1^{er} au Québec)
Décembre
Garda World obtient un financement bancaire auprès de BMO – Banque de Montréal

2002

Juin
Garda World remporte le Prix Profit 100 pour la croissance (2^e au Québec)
Juillet
Garda World obtient un prêt à terme auprès de BMO – Banque de Montréal et émet des débentures convertibles à Sipar

2003

Mai
Garda World soumet une proposition en vue d'acquérir Sécur
Juin
Garda World remporte le Prix Profit 100 pour la croissance (2^e au Québec)
Garda World soumet sa demande d'inscription au TSX

La présente analyse par la direction fournit de l'information sur les activités de Corporation de Sécurité Garda World («la Société») sur une base consolidée, ainsi qu'une comparaison de la situation financière et des résultats d'exploitation pour les périodes de douze mois terminées le 31 janvier 2003 («exercice 2003») et le 31 janvier 2002 («exercice 2002»). Cette information doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes y afférentes.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les ventes pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003 ont augmenté de près de 17 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 73 055 307 \$ en 2002 à 85 222 792 \$ en 2003. Cette hausse s'explique essentiellement par une croissance interne aux chapitres des services de sûreté, notamment un volume d'affaires accru en Ontario et dans l'Ouest canadien, des services spécialisés et des nouveaux services de messagerie sécuritaire.

Le bénéfice brut a augmenté de près de 13 %, de 7 600 511 \$ (10,4 % des ventes) en 2002 à 8 568 591 \$ (10,1 % des ventes) en 2003. La marge bénéficiaire a subi les répercussions d'une croissance organique rapide et d'un changement dans le mixte des ventes.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 4 499 526 \$ (6,2 % des ventes) en 2002 à 5 135 331 \$ (6,0 % des ventes) en 2003. Cette hausse est attribuable à un volume d'activité généralement plus élevé et à l'expansion géographique de la Société dans l'Ouest canadien. Ces deux facteurs ont entraîné une structure plus élevée de frais fixes. Néanmoins, nous avons atteint notre objectif visant des frais de vente et d'administration équivalant à 6 % des ventes.

Le bénéfice avant éléments inhabituels, intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) a augmenté de 11 %, de 3 100 985 \$ (4,2 % des ventes) en 2002 à 3 433 260 \$ (4,0 % des ventes) en 2003. Le BAIIA par action, après dilution, est demeuré stable, à 0,15 \$ pour 2002 et 2003.

L'amortissement des immobilisations corporelles est passé de 728 683 \$ en 2002 à 863 366 \$ en 2003, ce qui reflète l'augmentation générale du volume d'activité. À la suite de l'introduction de nouvelles règles comptables touchant les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels, l'amortissement des écarts d'acquisition n'est plus requis pour l'exercice 2003, ce qui représente une réduction des frais d'exploitation de 789 990 \$ par rapport à l'exercice précédent. De plus, notre évaluation des écarts d'acquisition au 31 janvier 2003 n'a révélé aucune perte de valeur permanente.

Les frais d'intérêts sont passés de 1 297 580 \$ en 2002 à 732 457 \$ en 2003. Cette baisse résulte du rachat complet et du refinancement de nos débetures convertibles, ainsi que d'une utilisation moyenne moindre des emprunts bancaires en 2003.

La provision pour impôts futurs en 2003 et en 2002 ne représente qu'un renversement de l'actif d'impôts futurs et n'entraîne aucun déboursé de fonds.

La Société a terminé l'exercice 2003 avec un bénéfice net de 971 632 \$ (0,04 \$ par action) comparativement à une perte nette de 561 768 \$ (0,03 \$ par action) en 2002. Pour l'exercice 2002, en excluant la dépense d'amortissement des écarts d'acquisition, la Société aurait enregistré un bénéfice net de 228 222 \$ (0,01 \$ par action).



LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La marge brute d'autofinancement est passée de 1 560 675 \$ en 2002 à 2 515 201 \$ en 2003. Cette hausse est attribuable à un bénéfice d'exploitation accru et à une baisse des frais d'intérêts et éléments inhabituels. Les variations au chapitre des éléments hors caisse du fonds de roulement ainsi que l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles s'expliquent par notre croissance interne.

Durant l'exercice 2003, la Société a racheté la portion restante des débetures qui avaient été émises en novembre 1999. Ce rachat a été réalisé principalement par le biais d'une émission de nouvelles débetures convertibles et d'un financement de 1 million de dollars sous forme de prêt à terme. Ce refinancement, jumelé à notre rentabilité accrue, a contribué à l'amélioration du ratio dettes/avoir de 1,46:1 au 31 janvier 2002 à 1,09:1 au 31 janvier 2003.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société mène ses activités dans un secteur extrêmement compétitif, et une saine gestion des ressources est primordiale. Par contre, la plupart des revenus de la Société sont réalisés sur une base contractuelle et, en général, sont récurrents année après année. De plus, la Société ne fait pas face à une concentration de clients, aucun ne représentant plus de 5 % des ventes totales. Enfin, la Société bénéficie d'une réputation enviable, se classant parmi les cinq premières places de l'industrie de la sécurité au Canada.

PERSPECTIVES

Nous continuons de consacrer nos efforts à la mise en œuvre de notre stratégie corporative en vue de fournir davantage de produits et services à valeur ajoutée et d'étendre notre rayonnement géographique. Par exemple, au cours de l'exercice 2003, nous avons mis en place un nouveau service de messagerie sécuritaire et nous avons émis une lettre d'intention visant l'acquisition des actifs d'un important transporteur de valeurs, Sécur. De plus, nous avons récemment conclu des ententes afin de distribuer certains produits spécialisés dans nos services technologiques. Finalement, en mars de cette année, nous avons finalisé un important contrat national de sûreté qui a mené à l'ouverture d'un bureau à Vancouver, en Colombie-Britannique.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport contient des énoncés qui doivent être considérés à titre de déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques, incertitudes et autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats, performances et réalisations de la Société de sorte qu'ils pourraient être substantiellement différents des résultats, performances et réalisations que de telles déclarations prospectives pourraient laisser sous-entendre.

Les états financiers consolidés de Corporation de Sécurité Garda World, qui sont présentés dans les pages qui suivent, ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'approbation par le conseil d'administration de la Société.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements et d'estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relative aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel, surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification, qui est principalement composé de membres externes, revoit les états financiers annuels de la Société et recommande qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes rencontrent périodiquement le comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets connexes. Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes désignés par les actionnaires.

Le président et chef de la direction,

(signé)

Stéphan D. Crétier, MBA

Le vice-président et chef de la direction financière,

(signé)

Yani Gagnon, CA, CPA

Montréal (Québec) Canada
Le 2 mai 2003

Aux actionnaires de
Corporation de Sécurité Garda World

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Corporation de Sécurité Garda World** aux 31 janvier 2003 et 2002 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2003 et 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé)

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Le 11 avril 2003 (à l'exception de la note 14 datée
du 2 mai 2003)
Montréal (Québec) Canada

Aux 31 janvier 2003 et 2002

	2003	2002
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	75 038	388 802
Comptes débiteurs		
Clients	11 054 498	9,984 208
Avance à un dirigeant, ne portant pas intérêt	121 519	—
Autres	167 955	96 142
Stocks	345 203	198 825
Travaux en cours	1 919 639	2 246 264
Impôts sur les bénéfices	38 568	41 630
Frais payés d'avance	182 045	211 843
Solde de prix de vente à recevoir, portant intérêt au taux de 8 % et garanti par une hypothèque immobilière	200 000	200 000
	14 104 465	13 367 714
Immobilisations corporelles (note 3)	1 481 713	1 272 173
Écarts d'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 259 936 \$	5 914 938	5 914 938
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement et de la radiation cumulés de 287 000 \$ (186 000 \$ en 2002)	157 825	74 000
Impôts futurs (note 9)	310 606	810 606
	21 969 547	21 439 431
Passif		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 4)	5 380 393	5 518 711
Comptes créditeurs et charges à payer	8 337 242	8 289 947
Revenus reportés	70 000	100 000
Partie à court terme de la dette à long terme (note 5)	384 398	58 513
Partie à court terme des débentures convertibles (note 6)	—	586 767
	14 172 033	14 553 938
Dette à long terme (note 5)	582 833	32 029
Débentures convertibles (note 6)	749 200	1 709 615
	15 504 066	16 295 582
Capitaux propres		
Capital-actions (note 7)	5 710 953	5 640 953
Droits de conversion (note 6)	280 000	—
Bénéfices non répartis (déficit)	474 528	(497 104)
	6 465 481	5 143 849
	21 969 547	21 439 431

Approuvé par le Conseil,

(signé)

Stéphan D. Crétier, administrateur

(signé)

Louis-Philippe Séguin, administrateur

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2003 et 2002

2003

2002

	\$	\$
Ventes	85 222 792	73 055 307
Coût des ventes	76 654 201	65 454 796
Bénéfice brut	8 568 591	7 600 511
Frais d'exploitation		
Frais de vente et d'administration	5 135 331	4 499 526
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures convertibles	348 327	915 149
Autres intérêts	384 130	382 431
Éléments inhabituels (note 10)	264 805	590 000
Amortissement des immobilisations corporelles	863 366	728 683
Amortissement des écarts d'acquisition	—	789 990
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	101 000	102 000
	7 096 959	8 007 779
Bénéfice (perte) avant impôts	1 471 632	(407 268)
Impôts futurs (note 9)	500 000	154 500
Bénéfice net (perte) de l'exercice	971 632	(561 768)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action (note 7 g)	0,04	(0,03)

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2003 et 2002

2003

2002

	\$	\$
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(497 104)	64 664
Bénéfice net (perte) de l'exercice	971 632	(561 768)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	474 528	(497 104)

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2003 et 2002

2003

2002

	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte) de l'exercice	971 632	(561 768)
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition	863 366	1 518 673
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	101 000	102 000
Impôts futurs	500 000	154 500
Intérêts courus sur débetures	29 200	—
Prime courue applicable sur débetures	50 003	347 270
	2 515 201	1 560 675
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 8)	(1 033 220)	(408 115)
	1 481 981	1 152 560
Activités de financement		
Découverts bancaires	—	(1 112 904)
Augmentation (diminution) des emprunts bancaires	(138 318)	1 918 711
Nouvelle dette à long terme	1 111 108	—
Versements sur la dette à long terme	(234 419)	(432 200)
Émission de débetures convertibles	1 000 000	—
Frais de financement reportés	(184 825)	—
Rachat de débetures convertibles	(2 346 385)	(2 426 600)
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission	70 000	1 969 709
	(722 839)	(83 284)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 072 906)	(680 474)
Variation nette de l'encaisse au cours de l'exercice	(313 764)	388 802
Encaisse au début de l'exercice	388 802	—
Encaisse à la fin de l'exercice	75 038	388 802
Renseignements additionnels		
Intérêts payés	703 257	925 671
Impôts sur le revenu recouvrés	3 062	80 000

1 MODE DE PRÉSENTATION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le 13 août 1999, la Corporation de Sécurité Garda World (la « Société ») complétait l'acquisition de la totalité des actions de Corporation de Sécurité Trans-Canada (« TC ») d'une valeur estimée à 2 160 000 \$, en contrepartie de l'émission de 9 000 000 d'actions de catégorie « A » d'une valeur de 0,24 \$ par action. Cette transaction a été traitée à titre de prise de contrôle inversée de la Société par TC et comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, tel qu'il est prévu par les règles en vigueur pour ce type de transaction. Les présents états financiers consolidés reflètent les comptes de TC à leur valeur comptable puisque TC a été réputée être l'acquéreur. Les éléments d'actif et de passif de la Société ont été reflétés à leur juste valeur marchande en date du 13 août 1999, date de la transaction. Les comptes et les résultats de la Société ont été inclus dans ces états financiers consolidés depuis sa date d'acquisition, soit le 13 août 1999. La structure du capital-actions est celle de la Société.

La Société exerce ses activités dans le secteur de la prestation de solutions en matière de sécurité.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, soit :

Filiales	Participation détenue aux 31 janvier	
	2003	2002
	%	%
Groupe de Sécurité Garda inc.	100	100
Garda, Gestion de stationnement inc.	100	100
Riscon Services Limited	100	100
Soft Management Inc.	78	70
Softalarm Inc.	78	70

Estimations de la direction

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif figurant au bilan, sur la présentation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période visée. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances douteuses, l'évaluation du fonds commercial et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Juste valeur marchande des instruments financiers

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier assorti de conditions comparables. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers est considérée comme approximativement égale à leur juste valeur.

Risque de crédit

La Société effectue une révision continue pour tous ses clients et comptabilise une provision pour les comptes douteux lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables.

Constataion de produits

Les ventes sont constatées lorsque les services sont rendus.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent le revenu gagné concernant les ventes non facturées à la fin de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé correspondant. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation prévue, selon les méthodes et aux taux annuels ou périodes qui suivent :

	Méthode	Taux/ période
Mobilier de bureau	solde dégressif	20 %
Matériel informatique	solde dégressif	30 %
Équipement	solde dégressif	20 %
Matériel roulant	solde dégressif	30 %
Uniformes	linéaire	2 ans
Améliorations locatives	linéaire	5 ans

Écarts d'acquisition

En juillet 2001, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a émis le nouveau chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, et le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*. Le chapitre 1581 requiert que tous les regroupements d'entreprises amorcés après le 30 juin 2001 soient comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ce chapitre fournit également des critères pour présenter séparément les actifs incorporels de l'écart d'acquisition. Le chapitre 3062 requiert l'utilisation d'une méthode de comptabilisation sans amortissement pour les écarts d'acquisition acquis et pour les actifs incorporels dont la durée de vie utile est considérée comme étant de vie indéfinie. Selon cette méthode, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels avec une durée de vie indéfinie ne sont pas amortis, mais plutôt réévalués annuellement aux fins de constatation de perte de valeur et de radiation et portés seulement aux résultats des exercices au cours desquels la valeur inscrite de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels dont la durée de vie est indéfinie excédera leur juste valeur. La Société a adopté cette méthode à compter du 1^{er} février 2002, n'entraînant, de façon prospective, aucune dépense d'amortissement des écarts d'acquisition. Conformément aux dispositions transitoires du chapitre 3062, la Société a effectué un test de perte de valeur des écarts d'acquisition au 1^{er} février 2002 et au 31 janvier 2003 et a conclu qu'aucune perte de valeur ne devrait être reconnue. L'effet de l'amortissement des écarts d'acquisition sur les montants précédemment divulgués s'établit comme suit :

	2003	2002
	\$	\$
Bénéfice net (perte) de l'exercice	971 632	(561 768)
Ajouter l'amortissement des écarts d'acquisition	-	789 990
Bénéfice net ajusté de l'exercice	971 632	228 222
Bénéfice net ajusté de base et dilué par action	0,04	0,01

Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés comprennent les frais de financement du prêt à terme et les frais d'émission des débtures convertibles et sont amortis de façon linéaire sur la durée respective de ces financements.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Impôts futurs**

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition qui est prévu être en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Montants par action

Au 1^{er} février 2001, la Société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations de l'ICCA relativement au calcul du bénéfice par action. La norme exige que la méthode du rachat d'actions soit utilisée dans la détermination de l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription lors du calcul du bénéfice dilué par action. De plus, les actions dont l'émission est conditionnelle ne sont pas considérées comme des actions en circulation lors du calcul du bénéfice par action; toutefois, elles sont prises en compte lors du calcul du bénéfice dilué par action. L'adoption de la nouvelle norme n'a eu aucune influence sur les montants précédemment déclarés.

Les montants par action sont déterminés selon le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation au cours de l'exercice.

Options d'achat d'actions

Le 1^{er} février 2002, la Société a adopté les nouvelles normes de l'ICCA concernant les rémunérations et autres paiements à base d'actions. La Société a choisi de ne pas utiliser la méthode de la juste valeur pour enregistrer l'octroi des options. L'adoption des nouvelles normes n'a eu aucun effet sur le bilan et sur les résultats de la Société.

Aucune charge n'est constatée à l'égard du régime lorsque les options sont octroyées en faveur des dirigeants, administrateurs et employés si le prix d'exercice de ces options correspond au prix du marché lors de l'octroi. Toute contrepartie payée lors de la levée des options est portée au crédit du capital-actions.

Si des options d'achat d'actions sont rachetées des bénéficiaires, l'excédent de la contrepartie payée par rapport à la valeur comptable de l'option d'achat d'actions annulée est porté aux bénéfices non répartis.

3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2003			2002		
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net	Coût	Amortissement cumulé	Montant net
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Mobilier de bureau	392 531	320 148	72 383	391 242	302 686	88 556
Matériel informatique	558 283	286 146	272 137	417 773	224 565	193 208
Équipement Matériel	503 724	367 455	136 269	460 939	338 736	122 203
roulant	723 688	446 147	277 541	580 972	357 782	223 190
Uniformes	2 161 063	1 470 582	690 481	1 459 408	869 535	589 873
Améliorations locatives	87 242	54 340	32 902	87 242	32 099	55 143
	4 426 531	2 944 818	1 481 713	3 397 576	2 125 403	1 272 173

4 EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 8 000 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5 %.

Les comptes débiteurs, les travaux en cours, une cession générale des créances ainsi qu'une hypothèque mobilière sur la totalité des actifs présents et futurs de la Société ont été portés en garantie des emprunts bancaires.

5 DETTE À LONG TERME

	2003	2002
	\$	\$
Emprunts portant intérêt au taux moyen de 5,8 %, garantis par de l'équipement, du mobilier de bureau et du matériel roulant, remboursables en versements mensuels d'un maximum de 5 324 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en 2007	133 898	79 712
Prêt à terme portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,75 %, comportant les mêmes droits et garanties que les emprunts bancaires, remboursable en 36 versements de capital de 27 778 \$ de juillet 2002 jusqu'en juillet 2005	833 333	—
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,75 %, garanti par la Société de développement industriel du Québec, remboursé au cours de l'exercice	—	10 830
	967 231	90 542
Moins la partie à court terme	384 398	58 513
	582 833	32 029

Les paiements de capital de la dette à long terme requis pour les quatre prochains exercices sont les suivants :

	\$
2004	384 398
2005	373 485
2006	194 239
2007	15 109

6 DÉBENTURES CONVERTIBLES

	2003	2002
	\$	\$
a) Débentures convertibles, subordonnées aux emprunts bancaires et au prêt à terme (note 6 b))	720 000	—
Intérêts courus sur débentures (note 6 b))	29 200	—
Débentures convertibles, portant intérêt au taux de 12 %, plus une prime applicable variant de 21,33 % à 42,83 %, remboursées au cours de l'exercice	—	2 000 000
Prime courue applicable sur débentures	—	296 382
	749 200	2 296 382
Moins la partie à court terme	—	586 767
	749 200	1 709 615

6 DÉBENTURES CONVERTIBLES (suite)

b) Le 11 juillet 2002, la Société a émis 750 000 \$ en débentures convertibles de série A ainsi que 250 000 \$ en débentures convertibles de série B, chacune étant rachetable le 11 juillet 2007. Ces séries portent toutes deux un coupon d'intérêt de 10 % annuel, payable semestriellement, et sont convertibles en actions de catégorie « A », au gré du détenteur, en tout temps jusqu'à échéance selon des prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, ou au gré de l'émetteur, à partir de la troisième année de l'émission jusqu'à échéance selon les prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, pourvu que le cours de clôture soit supérieur à 1,20 \$ dans les 20 jours précédant la conversion. La Société peut racheter la série B à partir du douzième mois de la date d'émission jusqu'au trentième mois, avec une prime variant de 10 % à 20 %. Pour une période de 30 jours après le vingt-quatrième mois de la date d'émission, le détenteur peut exiger le rachat de la série B avec une prime de 20 %. Lors de l'émission de la série B, 333 333 bons de souscription ont également été octroyés, et peuvent être levés à un prix de 0,75 \$ par action jusqu'au 11 juillet 2004.

La composante dette des débentures convertibles s'élevait à 720 000 \$ à la date d'émission, représentant la valeur actualisée des paiements d'intérêt et de capital jusqu'au 11 juillet 2007, et a été comptabilisée dans les passifs à long terme. La composante capitaux propres des débentures convertibles s'élevait quant à elle à 280 000 \$, représentant la valeur des bons de souscription et de l'option de conversion et a été comptabilisée dans les capitaux propres à titre de droits de conversion. La composante dette sera augmentée à 1 000 000 \$ sur la durée de cet instrument financier afin de refléter, à des fins comptables, un taux d'intérêt annuel de 22 % représentant l'estimé d'un taux d'intérêt d'instruments similaires de dette qui ne comportent pas de composante capitaux propres.

7 CAPITAL-ACTIONS

a) Autorisé en nombre illimité, sans valeur nominale

Actions de catégorie « A », votantes et participantes

Actions de catégorie « B », pouvant être émises en séries. Les administrateurs sont autorisés à déterminer le nombre d'actions dans chacune des séries et à déterminer la désignation, les droits, les privilèges et les conditions rattachés aux actions de chacune des séries.

b) Émis et payé

Les mouvements dans le capital-actions émis au cours des deux derniers exercices se résument comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie « A »		\$
Solde au 31 janvier 2001	20 907 260	3 671 244	
Émises en vertu d'un placement privé (note 7 c))	1 750 000	1 705 423	
Émises à la suite de l'exercice de bons de souscription (note 7 d))	528 572	264 286	
Solde au 31 janvier 2002	23 185 832	5 640 953	
Émises à la suite de la levée d'options (note 7 e))	200 000	70 000	
Solde au 31 janvier 2003	23 385 832	5 710 953	

7 CAPITAL-ACTIONS (suite)

c) Placement privé

En vertu d'un placement privé daté du 18 juin 2001, la Société a émis 1 750 000 actions de catégorie « A » en contrepartie de 1 750 000 \$ comptant, moins les frais afférents au montant de 44 577 \$.

d) Bons de souscription

Dans le cadre de l'émission des débentures convertibles, le 11 juillet 2002 (note 6 b)), 333 333 bons de souscription ont été octroyés.

Le 23 juin 1999, la Société a conclu une entente de rémunération dans le cadre de la réalisation du placement privé du 13 août 1999 qui a résulté en l'émission de 100 000 actions de catégorie « A » et 100 000 bons de souscription permettant à son détenteur d'acheter 100 000 actions de catégorie « A » à un prix de 0,50 \$ l'action pour une durée de 24 mois. Au cours de l'exercice 2002, tous ces bons de souscription ont été exercés en contrepartie de 50 000 \$.

Le 13 août 1999, la Société a émis 1 142 858 unités en contrepartie de 400 000 \$ au comptant, moins les frais afférents au montant de 21 080 \$. Chaque unité est composée d'une action de catégorie « A » et d'un bon de souscription donnant le droit à son détenteur d'acheter une action de catégorie « A » à un prix de 0,50 \$ l'action jusqu'au 31 juillet 2001. Au cours de l'exercice 2001, des 1 142 858 bons de souscription en circulation, 714 286 ont été exercés en contrepartie de 357 143 \$ moins les frais afférents de 25 000 \$. Au cours de l'exercice 2002, les 428 572 bons de souscription restants ont été exercés en contrepartie de 214 286 \$.

Le 30 novembre 1999, la Société a émis 1 600 000 unités en contrepartie de 1 040 000 \$ au comptant, moins les frais afférents au montant de 41 821 \$. Chaque unité est composée d'une action de catégorie « A » et d'un demi-bon de souscription. Un bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action de catégorie « A » à un prix de 0,95 \$ l'action jusqu'au 30 novembre 2002. Tous ces bons de souscription ont expiré le 1^{er} décembre 2002.

e) Options

La Société a adopté un régime d'attribution d'options d'achat d'actions de catégorie « A » (le « Régime ») qui stipule qu'un maximum de 10 % des actions émises de catégorie « A » sont réservées et offertes en options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Le Régime stipule que les termes de l'option ainsi que le prix seront établis par les administrateurs et les autorités boursières compétentes, sujets aux restrictions des prix et autres exigences imposées par la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta.

Au 31 janvier 2003, il y avait 956 785 (1 446 785 au 31 janvier 2002) options d'achat d'actions de catégorie « A » attribuées et non levées en vertu du Régime. Ces options peuvent être levées jusqu'en juin 2007 et ont une durée de vie contractuelle variant de deux à cinq ans.

7 CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le tableau suivant résume le mouvement des options d'achat d'actions de catégorie « A » :

	2003		2002	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options attribuées au début de l'exercice	1 446 785	0,56	1 469 285	0,59
Attribuées	—	—	27 500	1,00
Levées	(200 000)	0,35	—	—
Annulées après expiration	(290 000)	0,98	(50 000)	1,65
Options attribuées à la fin de l'exercice	956 785	0,48	1 446 785	0,56

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions de catégorie « A » attribuées et pouvant être levées au 31 janvier 2003 :

Prix d'exercice	Nombre d'actions	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$
\$			\$
0,35	714 285	1,45	0,35
0,85	225 000	3,15	0,85
1,00	17 500	0,36	1,00
	956 785	1,83	0,48

Au 31 janvier 2002, il y avait 1 446 785 options d'achat d'actions pouvant être levées à un prix d'exercice moyen pondéré de 0,56 \$.

f) Actions entières

Au 31 janvier 2003, 2 044 455 actions de catégorie « A » sont entières et seront libérées comme suit :

- 1 600 000 actions de catégorie « A » sont entières et seront libérées à la performance au cours du prochain exercice. Le 13 juillet 2004, les actions non libérées, s'il y a lieu, seront annulées;
- 322 222 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période restante de un an et seront libérées à la date d'anniversaire de l'acquisition de Soft Management Inc., soit le 22 novembre 2003;
- 45 455 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période restante de un an et seront libérées à la date d'anniversaire de l'acquisition de Riscon Services Limited, soit le 5 octobre 2003;
- 10 111 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période restante de un an et seront libérées à la date d'anniversaire de l'acquisition de 9022-4528 Québec inc. (maintenant Garda, Gestion de stationnement inc.), soit le 1^{er} mai 2003;
- 66 667 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période restante de un an et ont été libérées à la date d'anniversaire de l'acquisition de Systèmes de Sécurité Lister & Stop inc. (maintenant liquidée dans Groupe de Sécurité Garda inc.), soit le 1^{er} février 2003.

7 CAPITAL-ACTIONS (suite)

g) Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net (perte) de base par action :

	2003	2002
Bénéfice net (perte) de l'exercice	971 632 \$	(561 768)\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	23 244 165	22 046 546
Nombre d'actions dont l'émission est conditionnelle	(1 600 000)	(3 200 000)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base par action	21 644 165	18 846 546
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	329 670	574 563
Actions dont l'émission est conditionnelle	1 600 000	1 600 000
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	23 573 835	21 021 109
Bénéfice (perte) de base et dilué par action	0,04 \$	(0,03)\$

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2003 et 2002, la conversion des débetures convertibles en actions de catégorie « A » aurait eu un effet antidilutif sur le bénéfice par action.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003, les titres ci-après ont été exclus du calcul des actions potentiellement dilutives étant donné que le prix de levée était supérieur au cours moyen des actions : 242 500 options d'achat d'actions ayant une fourchette de prix de levée de 0,85 \$ à 1,00 \$; et 333 333 bons de souscription au prix d'exercice de 0,75 \$.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2002, les titres ci-après ont été exclus du calcul des actions potentiellement dilutives étant donné que le prix de levée était supérieur au cours moyen des actions : 247 500 options d'achat d'actions ayant une fourchette de prix de levée de 1,00 \$ à 1,05 \$; et 800 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,95 \$.

8 VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2003	2002
	\$	\$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	(1 263 622)	(1 598 230)
Stocks	(146 378)	(88 290)
Travaux en cours	326 625	390 596
Impôts sur le revenu	3 062	91 607
Frais payés d'avance	29 798	6 457
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	47 295	739 745
Revenus reportés	(30 000)	50 000
	(1 033 220)	(408 115)

9 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

a) Le taux d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2003	2002
	\$	\$
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices fondée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et du Québec	487 551	(142 951)
Variation d'impôts découlant des éléments suivants :		
Écart permanent attribuable à l'amortissement de l'écart d'acquisition	—	275 831
Autres écarts permanents et autres	12 449	21 620
	12 449	297 451
Impôts futurs	500 000	154 500

b) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2003	2002
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes reportables et frais d'émission	158 985	410 866
Immobilisations corporelles	137 682	364 740
Autres	13 939	35 000
	310 606	810 606

c) La Société et ses filiales ont cumulé des pertes fiscales autres qu'en capital et des frais d'émission déductibles totalisant environ 488 000 \$ qui peuvent être reportés et portés en diminution du revenu imposable des exercices à venir, et pour lesquels un avantage fiscal a été comptabilisé. Ces pertes et ces frais d'émission peuvent être réclamés au plus tard les :

	\$
31 janvier 2004	194 000
2005	73 000
2007	3 000
2010	218 000

10 ÉLÉMENTS INHABITUELS

Au cours de l'exercice, la Société a procédé à l'analyse et à l'évaluation de différentes transactions d'opportunités d'affaires afin de procurer à la Société du financement additionnel. Ces transactions ont engendré des honoraires non récurrents de 264 805 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2002, la Société avait obtenu un nouvel emprunt lui permettant entre autres, de rembourser la moitié de ses débetures convertibles. Ces transactions avaient engendré des honoraires non récurrents de 590 000 \$.

11 ENGAGEMENTS

La Société a des engagements de location pour des espaces à bureau et du matériel roulant totalisant 887 025 \$. Les versements minimaux s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices :

	\$
2004	423 191
2005	301 035
2006	95 920
2007	51 577
2008	15 302
	887 025

12 ÉVENTUALITÉ

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est impliquée dans un certain nombre de procédures légales. Il n'est pas possible de déterminer l'issue de ces procédures à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces procédures n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière.

13 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités essentiellement dans un secteur au Canada, soit la prestation de solutions en matière de sécurité.

14 ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 2 mai 2003, Groupe de Sécurité Garda inc., une filiale en propriété exclusive de la Société, a émis une lettre d'offre visant l'acquisition de certains éléments d'actif appartenant à Sécur Inc. La conclusion de cette transaction est sous réserve de certaines conditions usuelles dont celles visant le résultat d'une vérification diligente et des approbations réglementaires requises.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Stéphan D. Crétier, MBA^{1, 2}
*Président du conseil
 et chef de la direction,*
 Corporation de Sécurité Garda World

C. François Couture²
Associé,
 Desjardins Ducharme Stein Monast

Jean-Luc Landry
Président,
 Landry, Morin inc.

François Plamondon, CA¹
*Vice-président
 et chef de la direction financière,*
 Avestor

Louis-Philippe Séguin¹
Vice-président,
 Jones, Gable and Company

La circulaire de sollicitation
 de procurations en vue
 de l'Assemblée annuelle
 des actionnaires 2003 de Garda
 comprend un rapport détaillé
 des procédures de régie interne.

DIRIGEANTS

Stéphan D. Crétier, MBA*
*Président du conseil
 et chef de la direction*

Yani Gagnon, CA, CPA*
*Vice-président
 et chef de la direction financière*

Robert Champagne, CRHA
Vice-président aux ressources humaines

Luc Dupont, BAA
*Vice-président,
 développement des affaires*

Luc Simard
Directeur régional, Est du Québec

Maxime Laviolette
*Directeur régional,
 Ontario et Ouest du Canada*

Claude Poirier
*Directeur général,
 SoftManagement Inc.*

¹ Comité de vérification

² Comité de régie d'entreprise

* Membre de la direction

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Siège social
 Corporation de Sécurité Garda World
 705, rue Bourget
 Montréal (Québec) H4C 2M6
 Tél. : (514) 937-7487
 Téléc. : (514) 937-1160

Adresses d'affaires
Québec
 1220, boul. LeBourgneuf, bureau 120
 Québec (Québec) G2K 2G4
 Tél. : (418) 627-0088
 Sans frais : 1 800 267-6033
 Téléc. : (418) 627-4992

Mississauga
 6535 Millcreek Drive, Unit 43
 Mississauga (Ontario) L5N 2M2
 Tél. : (905) 813-8844
 Ligne directe : (905) 813-8065
 Téléc. : (905) 813-8804

Edmonton
 11810 Kingway Avenue, Suite 37
 Edmonton (Alberta) T5G 0X5
 Tél. : (780) 454-5844
 Téléc. : (780) 488-6298

Calgary
 5701 17th Avenue S.E., Suite 270
 Calgary (Alberta) T2A 0W3
 Tél. : (403) 517-5899
 Téléc. : (403) 517-5898

Vancouver
 300-1055 West Hastings Street
 Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 2E9
 Tél. : (604) 662-7112
 Téléc. : (604) 662-7116



RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Stéphan D. Crétier
scretier@garda.ca

Yani Gagnon
ygagnon@garda.ca

ASSEMBLÉE ANNUELLE

Le 10 juillet 2003 à 9 h
Club universitaire de Montréal
2047, rue Mansfield
Montréal (Québec)

AVOCATS

Séguin Racine S.E.N.C.

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Compagnie Trust CIBC Mellon

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

INSTITUTION BANCAIRE

BMO-Banque de Montréal

INFORMATION BOURSIÈRE

(au 31 janvier 2003)

Inscription : bourse de croissance TSX

Symbole : GW

Nombre d'actions en circulation : 23 385 832

Actions détenues par le public : 13 115 864

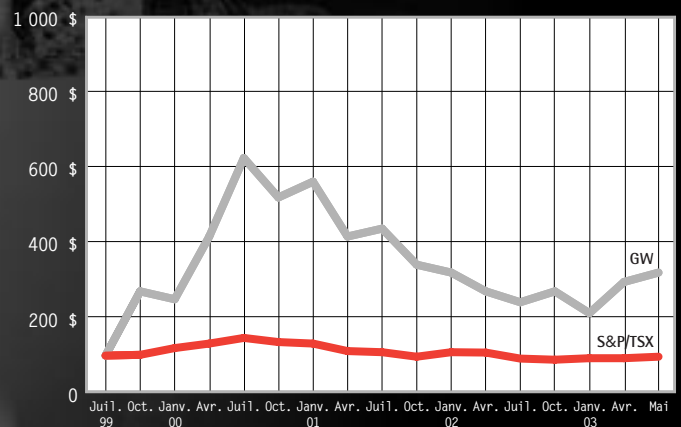
Haut/Bas (52 semaines) : 0,92 \$/0,40 \$

Cours récent (06-06-03) : 0,83 \$

PERFORMANCE BOURSIÈRE

Garda World versus l'indice composé S&P/TSX

Montant de 100 \$ investi le 1^{er} août 1999



GARDA

GARDA DU CANADA

BÂTIR UNE
POSITION DE LEADER
DANS LE NOUVEAU MONDE
DE LA SÉCURITÉ